

par le premier ministre suppléant, vendredi soir, lorsqu'il a voulu étayer une cause dont il sentait évidemment toute la faiblesse. L'honorable député de Springfield avait fait allusion à ces nouveaux-nés abandonnés dans toute leur nudité sur le seuil de la porte du Gouvernement. Le premier ministre intérimaire qui, d'ordinaire, se sert d'un langage châtié et convenable, s'est oublié au point de dire que c'étaient de sales bébés. Evidemment, il avait oublié que, jusqu'en 1911, de concert avec le chef de l'opposition du jour et les membres du parti conservateur, il pensait que ces enfants étaient pleins de santé et en voie de devenir robustes et vigoureux. La meilleure preuve de la prospérité du pays, à cette époque, et par conséquent des chemins de fer, c'est l'attitude prise par mon honorable ami et par le chef de l'opposition du jour, lorsque le leader libéral et le parti libéral proposèrent une mesure de réciprocité avec les Etats-Unis, en vue de donner un plus vif essor à la liberté commerciale au Canada. "Non,"—s'écrièrent-ils—"n'y touchez pas; le mieux est l'ennemi du bien." Alors, mon honorable ami vit ces enfants revêtus du manteau de la prospérité; aujourd'hui, il dit que c'étaient de sales et répugnants bébés. Si les honorables députés parlent ainsi, c'est que cela sert leurs intérêts. Le gouvernement qui succéda à celui de sir Wilfrid Laurier en 1911, au cours de deux ou trois ans, fit déchoir le pays de la prospérité dont il jouissait depuis quinze ans, pour le plonger dans l'état d'incertitude et de rétrogradation où il s'était débattu jusqu'en 1896.

Mais s'écrient les honorables députés, l'administration de l'Intercolonial a abouti aux déficits.

Mais on doit se souvenir que dans un pays comme le Canada, avec ses milliers de milles de territoire, d'un océan à l'autre, et depuis les Etats-Unis à l'océan Arctique, il était nécessaire d'avoir de grandes lignes de chemins de fer et qu'on ne pouvait pas s'attendre à ce qu'elles donnent des bénéfices dès le début. Nous ne pouvions pas non plus nous attendre à ce que cette nouvelle compagnie mit immédiatement les chemins de fer du Canada dans une situation qui leur permit de rapporter des intérêts. L'exploitation de l'Intercolonial a été utile, non seulement aux Provinces maritimes, mais aussi aux provinces de l'Ouest. Pendant les premières années, il n'a pas été d'une grande utilité pour la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick. Il transportait à des tarifs inférieurs les produits des ma-

[M. Turgeon.]

nufactures de l'Ontario et de l'Ouest et se chargeait du trafic qui aurait pris autrement la voie de New-York et de Boston. Ainsi, l'Intercolonial a contribué à la prospérité du Canada tout entier. Nous ne nous attendons pas à ce que cette nouvelle compagnie ait des surplus immédiats, mais c'est le noyau de la nationalisation des chemins de fer et nous, les membres de la gauche, nous désirons qu'elle soit placée sous le contrôle du peuple par l'intermédiaire du Parlement du Canada. L'honorable député de Kamouraska (M. Lapointe) a proposé un amendement au bill qui aurait rendu l'exploitation de ces chemins de fer nationaux plus démocratique à cette époque de démocratie. Mais au lieu d'essayer d'introduire plus de démocratie dans l'administration de nos chemins de fer, les honorables députés de la droite désirent établir une administration autoocratique cachée sous des apparences démocratiques en mettant cette compagnie hors de la portée du public.

On a proposé un autre amendement stipulant qu'un ou deux représentants de la classe ouvrière fassent partie du conseil de direction de la nouvelle compagnie. Mais nos honorables adversaires qui professent un grand dévouement pour la cause publique dans la nationalisation des ressources du pays n'ont pas cru devoir accepter cet amendement. Ne pouvons-nous pas trouver dans les rangs des ouvriers des hommes d'une compétence et d'une habileté suffisantes pour donner le bénéfice de leur expérience aux autres membres du conseil de direction de cette compagnie? Si l'on avait fait cela, le peuple aurait eu plus de confiance dans la nouvelle direction.

Quelques-uns de nos collègues prétendent que nous sommes opposés au développement de l'Ouest. J'ai toujours dit, et je le répète aujourd'hui, qu'aucun député dans cette Chambre, aucun homme au Canada n'est plus dévoué au développement de l'ouest du Canada que le modeste représentant de Gloucester. Mon cœur et mon âme sont dans l'ouest du Canada. Je suis membre de ce Parlement, mais je suis aussi citoyen du Canada. Nous ne sommes pas ici pour faire de la politique régionale, nous sommes ici pour travailler à l'avantage du Canada tout entier, et quand nous sommes en faveur de l'exploitation des richesses d'une région du pays c'est en pensant au bénéfice général du Canada. Il y a dans ce bill une liste de quarante-quatre chartes que l'on doit renouveler, et quand nous demandons des renseignements, on nous dit que nous sommes contre le progrès dans l'Ouest,